

Les crédits

tence provinciale et non fédérale, de nous mettre des oeillères et ne plus y penser. Je sais que ce n'est pas ce que mon collègue désire. Et ce n'est pas ce que les membres de mon parti cherchent non plus.

Après huit ans d'enseignement universitaire, j'ai vu quels sont les problèmes, comme beaucoup de mes collègues d'en face. Ce qu'il nous faut, c'est un plan sensé qui tienne compte des problèmes qui écrasent quotidiennement nos universités, aux niveaux constitution, locaux, salaires, etc. Il ne s'agit pas d'une question partisane. C'est une question qui intéresse l'avenir du pays. Elle exige une action immédiate.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Reprise du débat. Le député de York-Nord.

M. Maurizio Bevilacqua (York-Nord): Madame la Présidente, le monde est en constante évolution, à preuve la glasnost, la victoire électorale de Solidarité en Pologne, le SIDA, la technologie de reproduction, les récentes émeutes étudiantes en faveur de la démocratie en Chine. Au Canada, il y a le libre-échange, le vieillissement de la population et un système d'enseignement postsecondaire qui connaît de graves difficultés financières. Du fait d'événements importants au Canada et, en fait, dans le monde, nous ferons face à bien des changements dans les années 1990, alors que nous nous préparons à relever les défis du XXI^e siècle.

Il est donc ironique qu'aujourd'hui, à la Chambre des communes et au Parlement, nous débattions d'une question si essentielle pour répondre aux besoins futurs du pays. On pourrait penser qu'un gouvernement aurait eu la sagesse de s'y attaquer avant qu'elle ne fasse l'objet d'une journée d'opposition au Parlement.

Manifestement, il faut se demander ce que le gouvernement fait, afin de préparer le Canada à relever ces futurs défis? La réponse, malheureusement, c'est qu'il ne fait pas tout ce qu'il pourrait et que ce qu'il fait est loin d'être assez.

Aujourd'hui, j'interviens au sujet de la motion tendant à reprocher au gouvernement sa politique destructrice et tout à fait inadéquate dans le domaine de l'enseignement postsecondaire, de la recherche et du développement, de la formation, du recyclage et de la lutte contre l'analphabétisme et son incapacité de financer comme il se doit ces domaines, qui sont essentiels à l'avenir du pays.

A la lumière du discours du Trône et du Budget, il est manifeste que le gouvernement actuel ne peut ni ne veut donner au Canada des orientations lui permettant d'entrer dans le XXI^e siècle.

En fait, la vision du Canada qu'a le gouvernement est motivée, semble-t-il, par les impératifs électoraux seulement; il ne prévoit jamais plus de quatre ans à l'avance.

Les Canadiens font face aux changements. Ils ont besoin et ils veulent d'un gouvernement qui donne l'exemple. L'enseignement doit être traité comme une priorité nationale et internationale. La force économique relative des pays a toujours été déterminée par leur capacité d'éduquer et de former leur peuple. C'est plus vrai que jamais.

L'enseignement est essentiel à l'avenir du pays. Cependant, on ne pourrait jamais s'en douter à la lumière de la politique et des programmes du gouvernement fédéral. En fait, nos investissements par habitant dans l'enseignement postsecondaire sont inférieurs à ce qu'ils étaient il y a cinq ans.

Les compressions fédérales dans les programmes à frais partagés avec les provinces réduisent les crédits consacrés à l'enseignement postsecondaire et les réductions en question représentent au total les budgets de l'Université de Toronto, l'Université de la Colombie-Britannique, l'Université de l'Alberta, l'Université McGill et l'Université Dalhousie. A une époque où l'enseignement de qualité revêt une importance sans précédent, le gouvernement fédéral décide de réduire les crédits affectés à ce secteur. Il est temps que le gouvernement prenne conscience de ce qui se passe réellement dans notre pays et ailleurs dans le monde. Nous vivons à l'ère de la technologie. Notre économie est fondée sur l'information et nous faisons des affaires à l'échelle planétaire.

La jeunesse canadienne d'aujourd'hui doit avoir un avenir et doit pouvoir relever les défis que lui réserve le village planétaire. Peu importe la discipline ou la carrière qu'ils choisissent, nos jeunes doivent être bien instruits et posséder une connaissance approfondie des mathématiques, des sciences et de la technologie tout en s'intéressant aux sciences humaines et sociales. A mesure que les pays et les marchés se rapprochent, la communication devient de plus en plus importante. Nos jeunes doivent être en mesure de communiquer afin que notre message soit diffusé.

Quand on pense au rythme effarant auquel le monde évolue, à l'augmentation des échanges d'informations, de services et de produits, aux transactions financières entre les pays, aux discussions, débats, compromis, ententes entre les pays qui ne cessent de proliférer, il est tout à fait logique de penser que le pays qui offre à sa population une meilleure formation, une meilleure instruction et la chance de faire des études supérieures jouira sans aucun doute de certains avantages économiques, sociaux, culturels et politiques. Il devient donc absolument essentiel